

<http://lipietz.net/Au-fond-du-trou-posons-les-questions-qui-fachent>

Au fond du trou, posons les questions qui fâchent

- Vie publique - Articles et débats -



Publication date: lundi 9 janvier 2017

Copyright © Alain Lipietz - Tous droits réservés

Le populisme nationaliste résulte d'un manque de politique au niveau supranational. Celle-ci doit viser à unir des amis plutôt que désigner des ennemis.

La tribune qu'Etienne Balibar vient de publier dans Libération (4 janvier), [Populisme : au miroir américain](#), m'a particulièrement ému. Il fut le maître en rigueur de mes premiers livres. Sur sa photo, ses cheveux sont encore plus blancs que les miens. Nos désarrois sont pareils ; le caractère volontairement décousu de son texte semble signer le testament, non d'une seule, mais de plusieurs générations politiques depuis la première guerre mondiale. Il nous reste quelques vagues outils qui nous permettent encore de poser des questions. Une exigence. Le refus du « n'importe quoi ».

Retour du pays de Trump, Etienne Balibar redécouvre l'Europe du Brexit, de Le Pen, sans compter la Hongrie, la Pologne... Il oublie surtout, je crois, le Grand Précurseur : le Non au Traité Constitutionnel Européen de 2005, qui reste le plus exact prodrome du Brexit, et de Trump face à l'Accord de Libre Échange Nord-Américain (ALENA).

Son message ? « Arrêtons. Le Populisme nationaliste existe, le populisme de gauche n'existe pas, ce n'est que l'antichambre du premier. Il faudrait un contre-populisme, mais il n'existe pas. Car à Syriza, à Occupy, à Nuit debout, il manque quelque chose ». J'ajouterai qu'il manque aussi quelque chose à Bernie Sanders, à Jeremy Corbyn, à J.L. Mélenchon, comme hier à Oskar Lafontaine.

Une partie du problème, c'est que la solution à une crise du libéralisme appelle un surcroît de régulation politique, qu'elle soit démocratique ou autoritaire. Il faut un espace politique coiffant l'espace économique. À la crise des années 30, Karl Polanyi distinguait trois issues dirigistes : le fascisme, le stalinisme ou la social-démocratie. Dans les années 40 chacune s'appuyait sur un État-nation et ses blindés. Mais de quel espace politique parlerait-on aujourd'hui ?

Dans un monde où l'économique et l'écologique sont désormais continentaux voire planétaires, il nous faudrait du politique continental, de puissants accords planétaires. Il n'y en a pas, ou trop faibles (comme l'UE, ou l'accord de Paris sur le climat). De cette discordance naît l'anti-mondialisme. Toute l'astuce du libéral-nationalisme de Trump, de l'UKIP ou de Le Pen, c'est de faire croire aux victimes du libéralisme et du productivisme que leur malheur vient de la dissolution des frontières économiques, alors que ce qui manque, c'est une souveraineté transfrontière : sociale, fiscale, écologique... Résultat : les désespérés votent pour les hommes de la City ou de Wall-Street, qui leur promettent de rétablir les frontières et se présentent comme nationaux-dirigistes à la Poutine... tant qu'ils sont dans l'opposition.

C'est pourquoi j'ai voté [Non à Maastricht](#) et [Oui au TCE](#) (et deux fois perdu) : oui à l'unification de l'Europe, mais que la politique précède l'économique ! Au fond c'était déjà [le message d'André Gorz en 1964](#) : La politique se joue dorénavant au niveau européen [comme aujourd'hui : de l'ALENA]. Si le mouvement ouvrier ne le comprend pas, il disparaîtra.

C'est fait. La réponse progressiste ne sera pas le retour au nationalisme, mais à un surcroît de fédéralisme, d'altermondialisme. Vieux rêve de Marx, de Jaurès et de Jean-Baptiste Clément : les États-Unis d'Europe, la République Universelle « *pour libérer le genre humain* ». Le *revival fifties* de la sociale-démocratie pure et dure, voire du stalinisme, par son côté kitsch, séduit une partie de la jeunesse... qui par ailleurs détesterait le retour des frontières. Mais ce n'est ni Sanders ni Trump qui ont gagné le vote majoritaire, [c'est Hillary Clinton](#) (de 2,865 millions de votes, soit 2,1%). Elle a pu compter à la fois sur le vote des bobos, de femmes, des latinos et afro-américains,

malgré la sincérité de Sanders.

Car, autre problème, le mouvement ouvrier des années 50 a trop laissé de souvenirs du « *closed shop* » (protéger les travailleurs par des frontières entre eux, contre la concurrence des femmes et des immigrés). Pour caricaturer : l'avenir c'est ou Macron ou Jadot, pas Mélenchon, malgré de vrais efforts.

Oui, il faut apprendre à se battre pour les plombiers polonais (ou arabes) et les Mexicains, pas contre eux. Pas facile. Mais on peut déjà avancer dans la « transition écologiste » : en régions, dans les métropoles. On peut y réduire les fractures, comme [Ahmed Aboutaleb](#) à Rotterdam ou [Sadiq Khan](#) à Londres.

À ce propos, dernière chose : si Etienne Balibar pouvait enfin laisser tomber les hommages discrets à [Carl Schmitt](#), le philosophe politique du nazisme... Il plait aux ex-mao, parce que « la politique c'est désigner l'ennemi ; la souveraineté, c'est la politique sans les normes, etc. » Nous n'avons pas besoin de « remettre du conflit » : nous sommes saturés de conflits et d'ennemis. Revenons à l'autre Mao : « Unir la gauche, rallier le centre, isoler les irréductibles ». Trump, Le Pen, Wall Street sont les irréductibles, « les ennemis ». Mais c'est eux qui ont le vieux vote ouvrier : immense échec de la « gauche anti-libérale ». Qu'elle commence par se refaire des amis.

Nous avons besoin d'une politique de la bienveillance, nous avons besoin de recoudre de l'amitié au sens de [Charles Fourier](#). Je sais, ça fait cucul. Mais pour le XXI^e siècle, qui s'annonce encore pire que le précédent, l'enjeu fondamental, c'est « Recoudre, ou l'enfer ». Car l'Humanité peut échouer. Jusqu'à disparaître.

PS:

Texte publié [dans Libération le 9 janvier 2016](#). Vous pouvez y réagir sur le forum.